

Congrès AFSP Paris 2013

ST 30 – Les enseignants, un groupe mobilisé ?

Olivier Téllez, Guadalupe, Universidad Pedagógica Nacional, Ciudad de México

mariao969@yahoo.com.mx

La mobilisation hétéronome des enseignants mexicains

Introduction

Le syndicat le plus important d'Amérique latine est celui des enseignants mexicains, tant en termes du nombre de membres, plus d'un million et demi de personnes, que de sa relation historique avec l'Etat. Le Syndicat National des Travailleurs de l'Education (Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación – SNTE) est organisé en 59 sections réparties sur tout le territoire national, ce qui en fait une organisation complexe en termes identitaires et dans ses formes d'expression politique. Deux positions divergentes s'y distinguent : l'une où se rassemblent la plupart des sections syndicales, partageant en général la définition de l'Etat sur les politiques éducatives et les enjeux liés au travail ; l'autre qui développe une perspective démocratique et se positionne comme un foyer de dissidence important qui s'étend à d'autres mouvements nationaux. Dans ce second groupe se démarquent les sections IX et certaines parties des sections X et XI du District fédéral (ville de Mexico), les sections XIV de l'Etat de Guerrero, XVIII de l'Etat de Michoacán, XIX de l'Etat de Morelos et XXII de l'Etat de Oaxaca.

Mon propos, dans cette communication, consiste à étudier ce développement hétéronome du syndicat des enseignants mexicains. Dans une première partie, j'expliquerai l'apparition du SNTE à partir du contexte de mobilisation au Mexique, ainsi que de la manière dont se comprennent les relations syndicales corporatives en fonction des intérêts du groupe au pouvoir. Je montrerai également que les conflits d'intérêts à l'intérieur de l'organisation expriment des formes de perception distinctes des membres quant aux référents politiques, idéologiques et identitaires, et qui produisent la rupture et création d'une fraction parallèle dénommée Coordination Nationale des Travailleurs de l'Education (Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación – CNTE). Les modalités d'organisation et d'affrontement aux milieux du travail et éducatif sont diamétralement distinctes entre les deux groupes et sont directement liées à la conception particulière de leur rôle social comme travailleurs de l'éducation, où s'opposent une perspective bureaucratifiée et une autre basée sur la transformation sociale.

De sorte que dans la seconde partie, j'aborderai les moments que je considère comme les plus importants dans la lutte de la CNTE et la manière dont les membres s'organisent afin d'exemplifier les différences essentielles d'actions et de perspectives face au syndicat. Une troisième partie permettra de présenter les formes adoptées par le SNTE

en relation à la force qu'il procure à ses leaders et son positionnement politique. Je m'intéresserai en ce sens au cas de la création du Parti Nouvelle Alliance (Partido Nueva Alianza – PANAL) et sa participation aux luttes électorales récentes. Enfin, je terminerai par une réflexion sur les éléments marquants de cette façon d'agir différenciée entre ces deux facettes du syndicalisme des enseignants mexicains. Je souhaite de cette manière insister sur les traits identitaires particuliers qui s'expriment dans des formes de mobilisation et dans des expressions politiques plus vastes.

1. La naissance de l'interaction corporative du Syndicat National des Travailleurs de l'Education et l'institutionnalisation de ses pratiques

Le Syndicat National des Travailleurs de l'Education émerge au cours des années 1940 comme conséquence d'une initiative gouvernementale du président Manuel Ávila Camacho en vue d'établir un contrôle des enseignants. Depuis ses origines, le syndicat se base sur la soumission aux mandats du gouvernement. Le SNTE est conçu comme un organisme de collaboration qui lie ses principes à l'influence de l'idéologie nationaliste du parti hégémonique. Il faut souligner que l'intérêt du gouvernement de réunir les enseignants dans un cadre contrôlé par l'Etat était depuis longtemps un thème central, dans la mesure où depuis la fin du mouvement révolutionnaire, entre 1917 et 1920, les mobilisations des enseignants étaient constantes au Mexique. La première tentative de création d'une organisation s'était déroulée en 1915 dans l'Etat de Veracruz, et à partir de ce moment plusieurs organisations allaient naître de manière isolée. Le problème est qu'il s'agissait à cette époque d'organisations très localistes sans aucune volonté de créer une organisation nationale (Ávila et Martínez, 1990).

Toutefois, la création de la Confédération Régionale Ouvrière Mexicaine (Confederación Regional Obrera Mexicana – CROM) en 1918 sous l'impulsion du président Álvaro Obregón et du leader ouvrier Luis N. Morones donna un nouveau contexte d'organisation pour les enseignants. En dépit du fait que la CROM tenait un discours radical pour attirer les classes travailleuses, il s'agissait au fond d'une organisation qui collaborait avec le gouvernement, de sorte que les conflits d'intérêts et la diversité d'opinions à l'intérieur des organisations d'enseignants, où l'on débattait pour savoir s'il fallait ou non intégrer la CROM, débouchèrent sur des conflits entre les diverses organisations, principalement avec celle du District Fédéral. En 1919, cette dernière fut violemment réprimée, conduisant à en faire une organisation de plus ample représentation nationale. Malgré cela, la première moitié des années 1920 fut caractérisée par la tendance à la création de petites organisations d'enseignants et de quelques syndicats à l'intérieur du pays sans parvenir encore à mettre en place une structure organisationnelle plus vaste (Arnaut, 1996).

Deux forces importantes compliquaient en effet l'union des enseignants : la Ligue Nationale des Maîtres d'école (Liga Nacional de Maestros – LNM) de Veracruz et la Ligue des Professeurs du District Fédéral (Liga de Profesores del Distrito Federal – LPDF) dirigée par Vicente Lombardo Toledano. Chacune avait une perspective distincte quant aux formes d'organisation : la LNM niait que l'on puisse considérer l'enseignant comme un « travailleur » de l'éducation et, de ce fait, refusait la forme de regroupement syndical ; la LPDF était favorable à une incorporation à la CROM. Dans l'ensemble, les conflits

d'intérêt rendirent difficile l'établissement d'une organisation nationale où n'interviendrait pas les intérêts gouvernementaux.

Il convient de souligner qu'après la création du Secrétariat de l'Éducation Publique en 1921, l'un des grands projets éducatifs fut la création de plus de mille écoles rurales suivant la perspective du ministre de l'éducation José Vasconcelos dénommée « Missions Culturelles ». Cette stratégie n'eut pas seulement une importance majeure au niveau éducatif mais aussi sur le terrain socio-politique dans les communautés rurales. En outre, elle eut un impact très important sur le syndicalisme enseignant dans la mesure où les enseignants en milieu rural devinrent les idéologues des endroits les plus reculés du pays. Ils se convertirent en intellectuels et activistes sociaux des communautés. Leur rôle central fut dès lors leurs agissements dans le domaine social et politique, reléguant l'éducation au second plan, ce qui se convertit au fil du temps un problème d'État (Padilla, 2009).

Les années 1920 et 1930, qui précédèrent la création formelle du SNTE, furent marquées par les conflits d'un monde enseignant fragmenté entre diverses organisations avec des niveaux de force et de représentation nationale variables. L'influence de Lombardo Toledano était très importante, mais sa proximité politique à la Confédération des Travailleurs de Mexico (Confederación de Trabajadores de México – CTM) impliqua une césure irrécyclable avec les enseignants qui se considéraient anti-communistes et avec ceux affiliés à la Confédération Nationale Paysanne (Confederación Nacional Campesina – CNC). Le contexte de divisions¹ influença clairement à la fin des années 1930 et début des années 1940 un affrontement ouvert entre les groupes favorables à l'établissement de liens avec l'État, en adoptant les politiques émanant du Secrétariat d'Éducation Publique, et ceux qui prônaient une organisation autonome (Medina, 1978).

Le point sans doute culminant des affrontements idéologiques se produisit au début des années 1940 entre le Syndicat National Autonome des Travailleurs de l'Éducation (Sindicato Nacional Autónomo de Trabajadores de la Educación – SNATE) et le Front Révolutionnaire des Maîtres d'école de Mexico (Frente Revolucionario de Maestros de México –FRMM). Ce dernier, lié à l'État, mena une campagne de presse afin de discréditer

¹ Entre les années 1920 et 1930, cette division se manifestait par la multiplication des organisations, ce qui ne manquait pas d'occasionner de sérieux problèmes. Pour ne mentionner que certaines d'entre elles : Ligue Nationale des Maîtres Rationalistes (Liga Nacional de Maestros Racionalistas) ; Confédération Nationale des Maîtres (Confederación Nacional de Maestros) liée à la CROM ; Confédération Nationale des Organisations Enseignantes (Confederación Nacional de Organizaciones Magisteriales), l'une des plus importantes au niveau de la représentation nationale ; Union des Directeurs et Inspecteurs Fédéraux d'Éducation (Unión de Directores e Inspectores Federales de Educación), créée par des fonctionnaires de la SEP ; Front Révolutionnaire de l'Enseignement (Frente Revolucionario del Magisterio) ; Confédération Mexicaine des Maîtres (Confederación Mexicana de Maestros), liée à la politique développée par la SEP ; Ligue des Travailleurs de l'Éducation (Liga de Trabajadores de la Enseñanza) ; Front Unique des Travailleurs de l'Enseignement (Frente Único de Trabajadores de la Enseñanza) ; Fédération des Maîtres Socialistes (Federación de Maestros Socialistas) ; Syndicat Unique des Travailleurs de l'Éducation Supérieure Paysanne (Sindicato Único de Trabajadores de la Enseñanza Superior Campesina) Confédération Nationale des Travailleurs de l'Éducation (Confederación Nacional de Trabajadores de la Enseñanza) ; Union Nationale des Conseillers Techniques de l'Éducation (Unión Nacional de Encauzadores Técnicos de la Educación) ; Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement de la République Mexicaine (Sindicato de Trabajadores de la Enseñanza de la República Mexicana), étroitement lié à l'État.

le SNATE aux yeux de l'opinion publique². Cet événement permit à l'Etat de décréter qu'à chaque affrontement entre les enseignants il interviendrait de manière répressive³. Ces antécédents, couplés aux politiques dans le domaine du monde du travail entreprises par le président Manuel Ávila Camacho, marquèrent un point d'inflexion important dans la mesure où le corporatisme devint alors l'axe qui marqua les relations entre les travailleurs, les syndicats et l'Etat, créant de ce fait un cadre adéquat pour le développement d'un syndicat enseignant qui permettrait au président d'établir un contrôle définitif sur la corporation, principalement dans la zone rurale où les révoltes constantes devenaient problématiques pour le pouvoir. Les revendications des maîtres d'école des zones rurales n'étaient pas uniquement liées au problème du travail dans l'enseignement mais également à des thématiques sociales qui incluaient des problèmes de pauvreté, de santé, de possession des terres et des défaillances des conditions de vie dans les campagnes.

Ainsi, la perspective de la réforme du travail corporative à ce moment permit que les syndicats deviennent le principal moyen de collaboration avec le gouvernement. Les stratégies corporatives du gouvernement ne parvinrent pas à résoudre les conflits fondamentaux des travailleurs, mais donnèrent l'apparence d'une certaine harmonie en « légalisant le conflit », c'est-à-dire en l'institutionnalisant pour le maintenir à l'intérieur du contrôle étatique (Leal, 1986). Les organisations syndicales devinrent des espaces subordonnés au parti hégémonique en échange de l'octroi de concessions limitées aux revendications des travailleurs et d'importants bénéfices à ses leaders. Ce mécanisme d'opération corporative est caractéristique du SNTE depuis ses origines.

L'articulation de deux situations importantes permit l'unification des organisations syndicales en un seul syndicat : d'un côté, l'intention du gouvernement de réunir les enseignants au sein d'une seule organisation ; de l'autre, les politiques de durcissement et de répression s'agissant des problèmes des enseignants de la part du secrétaire de l'Education à l'époque, Octavio Véjar Vázquez. Les pressions de la corporation des enseignants en vue de destituer le ministre Véjar conduisirent à son renvoi par le gouvernement en 1943. Cet élément fut sans doute l'un des points les plus importants pour permettre le dialogue entre les leaders nationaux des principaux groupes d'enseignants. Le 30 décembre de cette même année, au cours du Congrès d'Unification des Enseignants (Congreso de Unificación Magisterial), avec l'appui du nouveau secrétaire de l'Education Jaime Torres Bodet et de Vincente Lombardo Toledano, président de la Confédération des Travailleurs d'Amérique latine (Confederación de Trabajadores de América Latina) fut fondé le Syndicat National des Travailleurs de l'Education, qui fusionnait toutes les organisations d'enseignants existantes. Sa reconnaissance officielle fut stipulée dans un décret présidentiel le 15 mars 1944 où le SNTE était désigné comme syndicat unique des enseignants (Ávila y Martínez, 1990).

Dès son origine, la défense de ses membres se restreignit à la collaboration avec l'Etat. Pour ses opposants, le SNTE est un syndicat dévoué à l'Etat et aux classes

² Fut diffusé dans la presse qu'au cours des festivités du Premier mai à l'école normale rurale de la ville d'Ayotzinapa dans l'Etat de Guerrero, étroitement liée au SNATE, le drapeau national avait été brûlé et que lui avait été substitué un drapeau rouge et noir. Cette information fut fournie par des membres du FRMM (Medina, 1978).

³ Au cours des années 1940, le Secrétaire de l'Education Publique, Luis Sánchez Pontón, établit que tout mouvement issu d'une corporation professionnelle serait considéré illicite.

dominantes qui ne défend pas les travailleurs et qui, grâce à ses statuts, peut être une force politico-syndicale sans précédent (Hernández, 2011). Il s'agit d'une organisation qui combine un profil corporativo-professionnel avec une action politique et même entrepreneuriale qui la transforme en une sphère du pouvoir de fait, dans la mesure où ses actions se déroulent principalement dans le domaine politique. Bien qu'il représente les intérêts économiques et professionnels de ses membres, il se positionne également comme un bastion en défense des intérêts de ses leaders. Son intervention s'effectue bien au-delà de la défense des travailleurs en intervenant dans les décisions en matière d'éducation.

En reprenant ses soixante-dix ans d'existence, il est possible de faire émerger cinq caractéristiques qui ont donné sa force au syndicat : 1) sa grande capacité de mobilisation sociale ; 2) la pénétration et influence dans les domaines clés de l'éducation nationale ; 3) les tentatives couronnées de succès dans le placement de ses membres à des charges de représentation politique ; 4) l'établissement d'alliance avec des acteurs centraux de la structure gouvernementale ; 5) la possession d'énormes ressources économiques, obtenues principalement des cotisations des membres (Hernández, 2011). L'ampleur de sa force est possible précisément du fait du type de corporation professionnelle qu'il réunit. Les enseignants mexicains sont situés sur tout le territoire national suite aux politiques post-révolutionnaires qui permirent leur implantation jusque dans les endroits les plus reculés du pays. Avec le temps, cette situation a construit un profil de l'enseignant qui a eu des répercussions bien au-delà de son action pédagogique, le convertissant en une pièce maîtresse.

Au fil du temps, les enseignants, en plus de fonctionner comme promoteurs de la cohésion sociale, devinrent des éléments du jeu politique. On peut l'expliquer en mentionnant que les fonctionnaires du Secrétariat de l'Education qui occupent des postes de direction ainsi que de nombreux inspecteurs scolaires sont en même temps membres du SNTE, en d'autres termes qu'ils sont un pont entre l'Etat et les bases, ce qui offre une marge de contrainte efficace. Toutefois, la trajectoire du SNTE peut difficilement s'apprécier comme un processus linéaire. Bien que se soient développées des tendances de comportement du fait de la structure même de fonctionnement du syndicat, il est également important de prendre en compte que sa participation politique dépend de la marge de relations entre le pouvoir et le niveau d'action de ses leaders.

On peut observer cette dimension tout au long de l'histoire du SNTE, où ses leaders maintiennent des relations politiques *pendulaires* avec l'Etat-gouvernement et avec les processus politiques importants du pays. Cela implique qu'ils exercent parfois certaines pressions sur le gouvernement et que, dans d'autres cas, ils maintiennent des stratégies de dispersion et de démobilisation. L'effet *pendulaire* – ou ce double jeu – est possible du fait d'un type d'inertie structurelle du syndicat, qui se base sur les statuts de l'organisation mais aussi sur les traits personnels avec lesquels chaque leader joue dans ses relations avec la sphère du pouvoir. Malgré cela, dans la trajectoire du SNTE jusqu'au années 1960, certains groupes à l'interne prônaient la démocratie syndicale.

Au cours des années 1960, le SNTE a vécu l'une des plus importantes crises depuis sa création. Se développèrent en effet une série de protestations dans diverses régions du pays, aboutissant à la construction d'une révolte d'enseignants en lutte pour la démocratisation syndicale face à une brusque détérioration des conditions de travail et des conditions salariales (Trejo, 1990). En 1979 se tint au Chiapas le premier Forum National

des Travailleurs de l'Éducation et Organisation Démocratiques du SNTE (Foro Nacional de Trabajadores de la Educación y Organizaciones Democráticas del SNTE), où émerge la Coordination Nationale des Travailleurs de l'Éducation (Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación – CNTE). En dépit de ne pas être la fraction la plus nombreuse du syndicat enseignant, la CNTE est très importante dans la mesure où elle a jusqu'à aujourd'hui représenté l'un des milieux les plus actifs dans les luttes sociales du pays en ne se limitant pas à une lutte liée à sa seule corporation.

La lutte de la CNTE s'est constamment maintenue dans un affrontement avec la bureaucratie syndicale du SNTE. L'union d'une partie des enseignants au sein de la CNTE a été rendue possible grâce à la force des mouvements régionaux, en particuliers ceux du Chiapas, Tabasco la Montaña de Guerrero et La Laguna. Elle s'est basée sur quatre aspects : 1) la lutte pour le « re-zonage salarial » (l'ajustement des salaires en fonction du coût de la vie dans chaque région du pays) ; 2) la stabilité du travail ; 3) l'augmentation des salaires ; 4) la lutte contre les formes de corporatisme syndical, comme moyen de contrôle. La CNTE a pour caractéristique une constante impulsion des bases locales et c'est précisément cette dimension qui a permis que les luttes locales transcendent leurs protestations pour la convertir en mouvement national. A partir de 1979, les deux fractions, celle du SNTE et celle de la CNTE, ont été des forces en tension constante. Certains spécialistes affirment que la naissance de la Coordination est due en grande mesure au fait que la base sociale qui la constituait était davantage informée et politisée que lors des décennies précédentes, ce qui se devait à de meilleurs niveaux de formation et de scolarisation des enseignants (Hernández, 2011).

Les grandes mobilisations des années 1980 sont un exemple de la forte et complexe dynamique qui se développèrent. L'importance de la CNTE est d'avoir rassemblé un secteur du professorat lors de manifestations pas nécessairement impulsée par des partis politiques. Bien qu'il faille reconnaître que la CNTE rassemblait des groupes de différentes orientations de la gauche politique, le niveau d'influence de ces dernières dépendait des conditions spécifiques de la section où elles entraient en action, en plus des conditions sociales, idéologiques et culturelles de la vie communautaire des régions, ce qui a constitué au fil du temps un type particulier d'identification au mouvement.

2. La lutte dissidente de la Coordination des Travailleurs de l'Éducation (CNTE)

Les luttes de la CNTE tirent leurs origines de sa propre naissance comme fraction démocratique, marquée par la persécution violente de la direction du SNTE, concrètement des membres du groupe « Avant-garde Révolutionnaire » (Vanguardia Revolucionaria). Cet organisme fut créé par le leader du syndicat Carlos Jongitud avec comme objectif de contrôler toute expression dissidente, et était composé de groupes de cogneurs et d'infiltrés organisés par un système de loyauté. Les membres de ce groupe étaient récompensés par des bénéfices économiques et des privilèges syndicaux souvent liés à l'obtention de postes politiques de moyenne importance au Parti de la Révolution Institutionnelle (Partido de la Revolución Institucional – PRI).

La CNTE fut créée dans un contexte mexicain difficile pour l'insurrection ouvrière, en particulier s'agissant des tendances syndicales démocratiques. Dans la majorité des syndicats, les tentatives de démocratisation avaient échouées, ce qui présentait un panorama

négatif. La liaison de dirigeants de la CNTE avec les écoles rurales fit de beaucoup d'entre eux des organisateurs ou responsables paysans, leur donnant un rôle ayant un double objectif allant du terrain éducatif à la condition paysanne. De ce fait, les participants les plus actifs furent les enseignants bilingues, tous ceux d'origine indigène et de très nombreux autres enseignants qui travaillaient dans les zones de chefferies (cacicazgos) et où historiquement s'étaient déroulées les luttes paysannes, certains membres de la CNTE ayant été eux-mêmes leaders des communautés rurales (Hernández, 2011). Il faut dès lors reconnaître ce type d'influences du profil identitaire des enseignants de la CNTE qui, en plus d'être engagés dans les processus syndicaux, s'engagèrent pour beaucoup d'entre eux dans les organisations révolutionnaires, les partis politiques progressistes et comme représentants à des postes électifs. On retrouve également des formateurs, dirigeants ou conseillers d'organisations paysannes et urbaines populaires, et plus récemment des promoteurs de la lutte contre les ravages environnementaux, l'éducation alternative et la défense de l'éducation publique.

Les formes d'organisation de la CNTE ne se fondent pas sur la légalité des statuts mais sur la capacité de mobilisation. Sa base est composée par les organismes politico-syndicaux de représentation directe : comités de lutte, conseils centraux, commissions de coordinations et brigades. Les mouvements intégrés à la Coordination partent des tactiques régionales qui se relient ensuite à la lutte nationale au travers de points d'accord. Le renouvellement des dirigeants est constant, et les représentants syndicaux sont obligés, comme principe de base, à retourner enseigner dans leurs classes. Ce mode d'organisation apparemment homogène n'est toutefois pas exempt de dissensions internes, et ont coexisté différentes positions syndicales, politiques et d'autres courants organisés. A l'origine se distinguent deux blocs, l'un défini comme la Ligne Prolétaire (Línea Proletaria) et le Groupe Peuple (Grupo Pueblo), l'autre formée par des militants du Parti Révolutionnaire des Travailleurs (Partido Revolucionario de los Trabajadores – PRT), des Ecoles Techniques Agricole et de Pêche, d'enseignants de l'Association Civique Nationale Révolutionnaire (Asociación Cívica Nacional Revolucionaria – ACNR), d'autres encore davantage liés à la franc-maçonnerie et à la gauche radicale, à tel point que peu à peu ces différences vont générer des conflits internes.

Dans un climat de fortes tensions à la fin des années 1980, les enseignants entreprennent une série de grèves aux niveaux primaire et secondaire rassemblant près de 200'000 personnes en 1987. Au cours des deux années suivantes (1988-1989), le mouvement augmente de manière importante (Trejo, 1990). La force du mouvement de la CNTE se reflète dans de grandes mobilisations où l'on compte en quelques mois 41 manifestations de rue, 18 meetings, 60 assemblées de sections, 6 assemblées nationales, 2 occupations publiques, 6 grèves et 32 sections de négociation. Ces événements constituent un terreau favorable pour demander le retrait du leader syndical Carlos Jongitud. Face à ces fortes pressions, le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari n'a d'autre choix que de l'obliger à démissionner le 23 avril 1989. A sa place est nommée Elba Esther Gordillo Morales, ce qui allait marquer à partir de ce moment l'une des plus intéressantes phases du positionnement politique du SNTE et de la figure même de la leader à l'intérieur des principaux cercles du pouvoir national jusqu'en 2012.

A partir du changement à la tête du syndicat, on peut observer également une transformation des dynamiques de mobilisation des enseignants tant au SNTE qu'à la

CNTE, et bien que le principe de lutte de la fraction démocratique n'ait pas été abandonné, la diversité des groupements et tendances à l'intérieur de l'opposition complique les possibilités de mener une action unifiée. Néanmoins, en dépit des différences, la CNTE parvient à s'imposer à travers des manifestations massives, où la stratégie consiste en général à s'appuyer sur des mobilisations échelonnées et sur des actions où augmentent progressivement le niveau de pression et la force. Les mobilisations, débrayages et grèves ne peuvent incorporer tous les travailleurs d'une école, zone ou section depuis le départ. De sorte qu'en premier lieu agissent les groupes composés par les éléments les plus actifs et où les leaders sont visibles. Se joignent ensuite les secteurs massifs qui disposent d'une information et d'un engagement médian, et finalement les groupes les moins informés. Cette stratégie a permis à la CNTE la réalisation de grèves de longue durée (Peláez, 2011).

Il est toutefois important d'avoir clairement à l'esprit que la lutte de la CNTE ne peut être isolée totalement du niveau de dégradation que le SNTE a connu après avoir maintenu à sa tête trois caciques ayant les dimensions de Jesús Robles (entre 1949 et 1972), Carlos Jongitud (entre 1972 et 1989) et Elba Esther Gordillo (entre 1989 et 2013). Durant les premières années de la direction de Gordillo, on assiste à une tentative de reconstruire l'image publique du syndicat auprès des médias et de la société en général, en négociant et respectant jusqu'à un certain point les espaces de pouvoir de la CNTE (tout en maintenant en parallèle une forte croisade de cooptation) et en s'associant en apparence à des mouvements syndicaux d'universitaires et d'électriciens, sans qu'il ne s'agisse d'autre chose que d'une stratégie de positionnement politique qui aurait ensuite de fortes conséquences durant les douze ans de gouvernement du Parti Action Nationale (Partido Acción Nacional – PAN), où l'on observe un processus de *droitisation* du syndicat des enseignants.

3. Les alliances politiques, le rôle du syndicat enseignant dans les luttes électorales et la création du Parti Nouvelle Alliance

Le syndicat enseignant s'est converti en un pion important du jeu politique et explique en partie la dynamique des alliances dans le contexte électoral mexicain. Durant les années 1990, la dirigeante du SNTE, Elba Esther Gordillo, réussit à construire un important réseau d'observateurs électoraux dans tous le pays en s'appuyant sur la structure de contrôle des enseignants au niveau national. Cet élément la conduit sans nul doute à occuper une position encore plus importante à l'intérieur de la classe politique, mais principalement lors des contextes de luttes électorales. Le contrôle de l'information électorale lui permet l'obtention de privilèges personnels, mais également d'effectuer le « sale travail » dans les urnes (Raphael, 2007 ; Cano y Aguirre, 2007). Il convient de souligner que la structure du SNTE permet la mobilisation, la création de réseaux, l'organisation de meetings et la possession d'une structure sociale présente dans toutes les communautés de l'intérieur du pays, avec la capacité d'agir partout et à toute heure.

C'est précisément peu de temps avant la conclusion du mandat présidentiel d'Ernesto Zedillo (1994-2000), membre du PRI, que Gordillo entreprend un processus de transition dans ses relations politiques, lorsque sans abandonner les liens avec le Parti Révolutionnaire Institutionnel, elle noue des relations avec le Parti Action Nationale par l'intermédiaire de l'entrepreneur et futur président Vicente Fox. Lors des élections où

triomphe Fox, un important groupe du SNTE est chargé de réaliser des sondages à la sortie des urnes. De cette manière, la dirigeante est la première à être avertie de la victoire imminente du PAN et entreprend immédiatement des négociations et accords qui peuvent la favoriser en échange de la mobilisation de ressources humaines pour contrôler les votations dans les communautés rurales stratégiques (Cano et Aguirre, 2007).

Au cours de cette période, le contexte politique permet la réalisation de l'un des projets les plus ambitieux de la dirigeante du SNTE : la création d'un parti politique. La première étape est la création d'un Groupement Politique National (Agrupación Política Nacional – APN) reconnu par l'Institut Fédéral Electoral (IFE) et auquel sont assignées des ressources publiques. Le plus important, toutefois, est qu'avec cette création il devient possible de justifier tout un appareil matériel, technique et humain lié aux thématiques électorales, ce qui dans le cas d'un syndicat corporatif serait plus difficile à légitimer.

Le Parti Nouvelle Alliance (Partido Nueva Alianza – PANAL) est le résultat de la rupture ouverte entre Elba Esther Gordillo et le Parti Révolutionnaire Institutionnel. Depuis 2002 la création et l'inscription au registre de l'Institut Fédéral Electoral de l'Association Citoyenne des Enseignants (Asociación Ciudadana Magisterial – ACM) annonçaient ce qui serait une franche séparation d'intérêts politiques dans la relation historique entre le SNTE et le PRI. La présence du PANAL n'est pas négligeable dans le contexte partisan au Mexique si l'on prend en compte que, malgré ses 2% d'électeurs lors des récentes élections présidentielles de 2012, sa condition autonome et de relative indépendance des partis les plus puissants, il a réussi à se maintenir comme la force politique la plus importante au sein du groupe des partis les plus modestes. Et, en réalité, sa force croît au niveau municipal et dans d'autres espaces locaux, au point de constituer actuellement la deuxième force politique de l'Etat d'Hidalgo et la troisième de l'Etat de Mexico, juste en dessous du Parti de la Révolution Démocratique (PRD).

Il n'existe pas de précédent au Mexique d'un parti de cette nature, et la propre histoire de son origine permet de le montrer. Le 30 janvier 2005, avec l'inscription du Groupement politique Nouvelle Génération se tient l'assemblée constitutive du PANAL. Et en dépit du fait que tant le parti que le SNTE ont tenté de convaincre l'opinion publique que les deux organisations n'entretiennent pas de liens, en réalité les tâches d'organisation du parti furent assumées par le Comité Exécutif National du SNTE où œuvrèrent 54 sections du syndicat, à l'exception de l'Etat de Oaxaca (OCE, non daté). De cette manière fut assurée la participation des maîtres d'école lors des congrès locaux et fédéraux, particulièrement dans les commissions d'éducation. Leur rôle principal fut d'intervenir dans les agendas politiques liés à l'éducation, aspects que ne contrôlait plus Elba Esther Gordillo après son expulsion du PRI.

Il est important de mentionner que Gordillo intègre le PRI comme militante au même moment où elle adhère au SNTE dans les années 1970. Elle jouit d'un niveau d'influence croissant lorsqu'elle est couronnée pour les bénéfices politiques octroyées par Carlos Salinas de Gortari dans les années 1990, à l'occasion de sa nomination comme dirigeante du SNTE, jusqu'au début des années 2000. Le point d'inflexion se manifeste durant l'année 2002 alors qu'elle occupe la charge de Secrétaire Générale du PRI, avec comme président du parti Roberto Madrazo Pintado. La désarticulation imminente du parti dans ce contexte et la mauvaise relation avec Madrazo contribuent à ce que la leader développe des relations plus stables avec Vincente Fox et la constitution d'un important

réseau de relations politiques avec le PAN. Malgré les frictions importantes avec un secteur du PRI, Gordillo est nommée en 2003 coordinatrice du parti en lieu et place de Roberto Madrazo, ce dernier ayant démissionné pour lancer sa campagne à la présidence de la République (OCE, non daté).

Loin d'apaiser les tensions internes, la nomination d'Elba Esther Gordillo creuse davantage encore la fracture au sein du PRI. Le secteur opposé à Gordillo demande son expulsion du parti avec comme argument son manque de loyauté aux principes de l'organisation. Face à cette attaque directe, la perte de sa force est évidente et se manifeste clairement dans la désapprobation de son initiative pour la réforme fiscale où les députés de son propre parti votent contre son adoption. Malgré sa faiblesse au sein du PRI, sa position au SNTE n'est pas affectée, et en 2004 elle parvient à être nommée pour un troisième mandat à la tête du syndicat et à consolider le projet de parti politique des enseignants (Leyva, 2006). Pour Leyva, la création du PANAL révèle deux aspects centraux : d'une part, que le SNTE est la seule organisation de travailleurs au Mexique qui compte avec son propre parti, et donc qu'il s'agit d'une organisation avant tout politique ; d'autre part, que le PANAL est une coquille vide sans congruence au niveau politique et idéologique, qui se caractérise par son opportunisme et pragmatisme politique (Leyva, 2006).

Quelques mois après l'inscription réussie du PANAL à l'Institut Fédéral Electoral, Elba Esther Gordillo présente sa démission à la direction du PRI avec pour argument des divergences quant à la perspective politique. Après la fondation du PANAL, plus de 1'200'000 militants enseignants quittent la militance du PRI pour s'affilier au Parti Nouvelle Alliance. Les pratiques politiques qui se génèrent à l'intérieur du nouveau parti montrent immédiatement leur source dans la mesure où elles se caractérisent d'abord par le fait de réunir aux postes de direction des leaders du SNTE et des enseignants de l'école obligatoire, de même que de maintenir des relations corporatives à l'intérieur du parti (OCE, non daté ; Leyva, 2006).

Il est évident que la vague de retraits du PRI par les militants afin de s'affilier au nouveau parti est l'un des moments d'amplification du conflit entre la direction du SNTE et le Parti Révolutionnaire Institutionnel. En juillet 2006 Gordillo est expulsée définitivement du PRI. Cette expulsion intervient dans un contexte électoral, où l'important n'est pas tant le nombre de voix obtenues par le PANAL⁴ que la forte chute du PRI à une déshonorable troisième place. Pour Luis Hernández, Elba Esther Gordillo est la principale responsable de cette situation puisque durant toute la campagne elle a exercé une influence notable auprès de l'Institut Fédéral Electoral et de son conseiller président Luis Carlos Ugalde, et qu'elle était très liée à différents gouverneurs du nord du pays et à d'autres fonctionnaires situés à des endroits clés de la sphère politique qui « lui devaient leur poste » (Hernández, 2006).

La stratégie politique du PANAL depuis lors n'a pas été de viser le fauteur présidentiel mais de se positionner comme un parti parlementaire afin d'obtenir une représentation significative aux chambres, et dans ce but de lancer un candidat qui permet de maintenir son inscription sur les listes électorales. Dans le jeu des alliances, sa stratégie pour les élections de 2006 a consisté à proposer un candidat capable de prendre des voix au PRI mais sans affecter trop fortement la position du candidat du Parti Action Nationale qui

⁴ Le PANAL obtient 4.68% des voix au niveau national, davantage que le Parti Vert Ecologiste (Leyva, 2006).

était implicitement soutenu par le parti (Leyva, 2006). Les voix obtenues par le PANAL permirent l'élection de 25 députés fédéraux et de 4 sénateurs. Pour l'Observatoire Citoyen de l'Education, cette situation impliquait que le parti pouvait se constituer sur la scène parlementaire comme un parti de coalition alternative, c'est-à-dire : « comptant avec un nombre suffisant d'élus pour favoriser le triomphe d'une votation » (OCE, non daté : 2). C'est là que se remarque le rôle évident du Parti Nouvelle Alliance, sa composante centrale conformée par un réseau complexe d'alliance préalables.

Toutefois, il faut également souligner que bien que sa base soit composée par les enseignants liés au SNTE, d'autres éléments formés en dehors du syndicat et totalement extérieurs à celui-ci ont soigneusement été placés aux côtés de militants enseignants à la direction du parti afin de montrer le caractère rénové de l'organisation en apparence distante de la direction du SNTE. Les statuts mêmes du PANAL ne font mention d'aucun lien avec le syndicat ni d'une défense en bénéfice des enseignants. Et c'est, en effet, que ses principes sont totalement opposés à ceux du SNTE ainsi qu'à ceux du PRI (certains commentateurs politiques suspectent à tort le PANAL d'être un organe déguisé du PRI). Par exemple, les statuts mentionnent que seront mis en œuvre les mécanismes assurant la concurrence et le pluralisme, ou encore au développement du libre accès aux marchés et en particulier au marché de l'éducation. On y insiste encore sur le fait qu'il faudra libérer l'individu de l'oppression de l'Etat (Statuts Nouvelle Alliance, 2005). On voit qu'il s'agit d'un parti clairement identifié avec la droite.

Le Parti Nouvelle Alliance défend des intérêts et développe des relations de pouvoir dont la mise au jour se révèle complexe tant sa partie visible est basée sur une légitimité institutionnelle irréprochable: respect des délais, des procédures et inscriptions au registre électoral, autorisations des autorités électorales, respect de la loi dans la vie publique du parti. C'est toutefois le jeu en coulisse qui lui permet d'être la quatrième force politique du pays. Et deux aspects sont ici particulièrement problématiques: d'une part, l'opacité est totale quant aux transferts de ressources financières et humaines du SNTE au PANAL (OCE, non daté) ; d'autre part, les enseignants-militants méconnaissent la stratégie politique du parti auquel ils sont affiliés. On ne connaît pas comment ont été convaincus/recrutés les militants, dans la mesure où l'organisation n'est jamais directement passée par les bases. Pour l'OCE, le PANAL est une institution politique autonome mais avec un fort comportement vertical et de niche propre au syndicalisme mexicain :

« ...le PANAL est une organisation qui se développe grâce au régime de la réforme électorale de 1996 mais de laquelle trouvent également des bénéfices des acteurs du régime autoritaire et du corporatisme syndical. La force politique s'appuie sur le SNTE, en plus du nombre de membres et de son ample niveau d'influence qui se reflète dans les cadres dont il dispose dans le pays » (OCE, non daté : 6).

Suite à la création du Parti Nouvelle Alliance, l'événement le plus important qui permet l'interconnexion de la triade SNTE-Elba Esther Gordillo-PANAL dans le jeu des alliances les plus significatives est l'élection présidentielle de 2006 où s'effectue une transaction politique avec Felipe Calderón, candidat du PAN. Bien que les relations de Elba Esther avec le Parti Action Nationale se soient développées depuis le gouvernement de Vincente Fox, c'est avec Calderón que se mettent en place les appuis électoraux que la dirigeante se fait rétribuer une fois celui-ci au pouvoir. Et la négociation est d'importance,

dans la mesure où elle débouche sur l'occupation de positions dans des institutions sensibles : au Secrétariat (ministère) des finances (pour Tomás Ruíz González, ancien président du PANAL), au Ministère général de la Justice (pour Miguel Ángel Yunes), au Secrétariat Exécutif du Système National de Sécurité Publique (pour Roberto Campa Cifrián, ex candidat à la présidence pour le PANAL), à l'institut de la Sécurité et Services Sociaux des Travailleurs de l'Etat (ISSSTE) (Enrique Moreno Cueto) et au Fond de Logement de l'ISSSTE (Francisco Yáñez).

Pour Hernández (2006), le fait pour Elba Esther Gordillo de placer ses alliés à des postes importants lui assure influence et impunité dans la mesure où sa manière de faire de la politique, héritée de expérience comme syndicaliste, fait qu'elle « s'attache les loyautés ». Le rôle de Nouvelle Alliance se transforme en fonction des contextes politiques puisque le projet idéologique du parti est subordonné au réseau d'alliances qui réunit un groupe ayant des intérêts communs avec la leader enseignante, cette dernière utilisant en même temps le pouvoir que lui confère le SNTE. Il convient de ne pas oublier que le système politique mexicain a lui-même permis le jeu de pouvoir dans lequel intervient le syndicat, avec de sérieuses implications sur le terrain de l'élaboration de la politique éducative et sur l'ensemble du système d'éducation (Muñoz, 2011). L'important est que le PANAL se place sur le terrain du pragmatisme politique pour faire varier ses positions en faveur d'autres partis, avec comme mécanisme le plus visible l'échange de vote. Le SNTE participe ainsi indirectement à la politique nationale à travers le PANAL. Pour Leyva (2006), cela a pour conséquence que le syndicat s'est converti en organisme politique par l'intermédiaire de Nouvelle Alliance, et que la force que confère le syndicat au parti est en même temps une stratégie d'unification interne pour le syndicat face aux possibles ruptures ou désalignements.

Le contexte qui précède les élections de 2012 voit le PANAL pris dans une série complexe d'alliances qui rassemble divers acteurs politiques et des partis politiques de différents types. Il maintient sous contrôle douze délégués du PRI dans les Etats fédérés mais aussi des présidents de comités des Etats et des dirigeants de la Confédération Nationale des Organisations Populaires (Confederación Nacional de Organizaciones Populares – CNOP). Depuis 2012, le parti a réussi à s'emparer de neuf sièges de députés de majorité relative et d'un siège de sénateur, renforcés par les liens avec les députés Benjamín González du Parti Action Nationale, Rafael Moreno Valle du Parti Révolutionnaire institutionnel, entre autres alliés de ce même parti. Pour les élections fédérales de 2009, si son impact ne fut pas extrêmement important au niveau fédéral son poids s'est manifesté lors des élections locales, comme on l'a mentionné précédemment⁵. Les résultats sont sans nul doute liés à l'organisation en sections du SNTE, qui garantit au PANAL une couverture nationale avec un impact direct lors des élections municipales. On pourrait de cette manière indiquer que le jeu d'alliances avec d'autres partis politiques est un « bien d'échange ». C'est précisément cette caractéristique qui fait du PANAL un parti plus important que d'autres formations comme Convergence, le Parti Vert Ecologiste de Mexico et le Parti du Travail.

Cependant, la transition à un nouveau gouvernement du PRI, avec le triomphe d'Enrique Peña Nieto, marque un revers pour la dirigeante du SNTE. Il semble que le Parti

⁵ Les résultats peuvent être consultés sur le site internet de l'IFE: http://www.ife.org.mx/portal/site/ifev2/Estadisticas_y_Resultados_Electorales/

Révolutionnaire Institutionnel n'a pas oublié la défection de son ancienne alliée. Le 26 février 2013, Elba Esther Gordillo Morales est arrêtée et accusée d'opérations à l'aide de ressources de provenance illicite et de violation de la Loi fédérale de délinquance organisée. Au cours de l'année se sont ajoutées des plaintes de la part d'enseignants adhérents de diverses délégations de la CNTE pour mauvaise gestion des ressources syndicales, abus de confiance et fraude. Ces événements auront nécessairement un impact important sur le futur du PANAL.

Il faut encore signaler qu'actuellement deux processus de résistance importants expriment avec clarté les formes distinctes de mobilisation des enseignants au Mexique : la réforme de la Loi du Travail et la réforme de l'article 3 de la Constitution, consacré à l'éducation. Ces deux réformes sont étroitement liées, dans la mesure où la réforme éducative est avant tout une réforme du travail, qui affecte directement les conditions de travail des enseignants. Comme l'on pouvait s'y attendre, la CNTE a rejoint les mobilisations organisées par d'autres syndicats et organisations politiques sur la question de la Loi du Travail, alors que le SNTE ne s'est pratiquement pas prononcé sur le sujet. En novembre 2012, la réforme du travail a été adoptée en première lecture avec le soutien des partis de droite, du parti officiel et du PANAL.

En ce qui concerne la réforme éducative, elle est encore l'objet de débats fournis. Les mobilisations se sont accrues et sont plus extrêmes, alors que les actions de répression très violentes s'intensifient. La participation de la CNTE est centrale, et son action dépend pour une large part des accords régionaux des sections. Dans les Etats de Michoacán et Guerrero se sont jusqu'à présent déroulées les actions les plus radicales, marquées par l'intervention de l'armée. De son côté, le SNTE s'est prononcé ouvertement en faveur de la réforme en lançant une campagne auprès des maîtres pour s'assurer de leur soutien. Le nouveau dirigeant du SNTE (Juan Díaz de la Torre) s'est immédiatement rallié aux directives du gouvernement de Peña Nieto suite à l'emprisonnement de Gordillo. La logique de fonctionnement historique du syndicat se reproduit alors que la dissidence continue à se mobiliser dans les rues du pays.

Considérations finales

La forme hétéronome de la mobilisation des enseignants au Mexique montre des formes d'identifications implicites avec la profession qui reflètent les perceptions que les membres des collectifs se font de leur rôle comme éducateurs face aux processus sociaux et politiques du pays. Tant les enseignants du SNTE que ceux de la CNTE ont une capacité de peser sur leur environnement immédiat grâce à la configuration historique de l'enseignant mexicain. Son influence est majeure dans les zones hautement marginalisées, et même si la figure de l'enseignant s'est détériorée au fil du temps, il reste une référence importante pour les communautés de ce type. En ce sens, il existe une détermination propre à l'enseignant qui le conduit à donner sens à ses actions en cherchant à se lier à l'un des deux secteurs existants à l'intérieur du syndicat. Il s'agit indubitablement d'un groupement professionnel organisé qui, avec des moyens et des fins distincts, a en commun la cohésion avec le groupe afin de permettre une action sociale, politique et d'enseignement qui influence d'une manière ou d'une autre non seulement ce qui se passe dans la salle de classe mais

également les événements qui adviennent ou que l'on veut faire advenir à l'extérieur de celle-ci.

Le processus de construction identitaire n'est bien évidemment pas linéaire. Il existe des conjonctures et référents culturels de base qui définissent les traits d'identification du sujet au groupe (Steet, 2000), et en conséquence de nombreux aspects qui fonctionnent comme des moments constitutifs prennent place dans ce processus. Ces aspects peuvent concerner la culture communautaire, les conditions régionales, les actions des groupements politiques ou partis liés au groupe des enseignants. En d'autres termes, il n'y a ni identité ni mobilisation « pure ». Il faudrait plutôt considérer qu'il existe une condensation d'identités, diverses et particulières, dans une relation et un processus dynamique (Vázquez, 2008). Dans des configurations spécifiques, certains de ces aspects dominent, ce qui permet que les sujets se regroupent à partir d'un répertoire discursif déterminé qui favorise leur identification. Les mobilisations des enseignants mexicains sont définies par ces conditions et par les antécédents historiques qui ont construit leur profil comme enseignants.

Et c'est là que l'on peut observer un moment de césure important au cours de l'histoire. La figure de l'enseignant mexicain pendant la première moitié du XXe siècle était construite selon une conception de l'apostolat, sur l'idée pour lui-même et les autres de l'enseignant missionnaire. S'y ajoute progressivement l'idée du travailleur exploité qui devait lutter pour ses droits et pour l'émancipation de son peuple, et c'est précisément cette perspective nationaliste qui a forgé les enseignants du Mexique. Toutefois, si dans le processus de reconnaissance de l'enseignant-travailleur l'on passe de l'apôtre-éducateur à l'activiste social, se construit également en parallèle une autre conception, qui est celle de l'enseignant-bureaucrate, qui travaille de manière limitée et avec une totale obéissance. Ces formes d'auto-perception se reflètent directement dans les modes de regroupement et dans la manière de se mobiliser.

Les enseignants de la CNTE sont des individus qui ont pour ambition de se transformer, ou tout au moins l'affirment, en changeant leurs conditions de travail, mais aussi leurs relations et tâches pédagogiques. Ils ont construit leur pouvoir à partir de processus historiques de lutte. Cette lutte se base sur l'idée du sujet démocratique et devient la nouvelle identité sociale de l'enseignant à partir de sa réélaboration collective lors des années 1970 (Street, 2000). L'enseignant identifié avec le SNTE se construit comme un professionnel de l'éducation qui incorpore, comme devoir principal, le mandat hégémonique. L'important est que, tant dans le cas des enseignants de la CNTE que de ceux du SNTE, ils ont été soumis à un fort processus de prolétarianisation selon une logique corporative difficile d'éradiquer. Dans le cas de la CNTE, même avec sa perspective démocratique, *l'habitus* corporatif domine certaines des pratiques de l'organisation, et on peut tout au plus mentionner une certaines « démocratisation des élites ».

L'importance de la figure du dirigeant assure également une forme de cohésion. Elle est reprise en partie de la logique issue des formes syndicales, mais également de la formation des enseignants qui est extrêmement hiérarchique. On voit ainsi les contradictions à l'intérieur du groupement professionnel. Malgré cela, la CNTE est une force politique décidée, qui cherche à relier le pouvoir de la base au travail d'enseignement et à l'émancipation des communautés. La dissidente, et c'est un point important, est étroitement reliée aux problèmes concrets de la paysannerie et à d'autres problématiques de marginalité urbaine, ce qui lui donne un ancrage identitaire singulier. Le SNTE, en

revanche, est subordonné aux négociations de ses dirigeants, et de ce fait sa cohésion interne dépend largement des formes hégémoniques que prennent le discours et l'action en fonction d'intérêts négociés. Face à ces deux pôles en confrontation constante, il est nécessaire d'approfondir les relations internes, les éléments contradictoire et le poids de la culture comme facteurs centraux pour comprendre la complexité du groupement professionnel des enseignants mexicains.

Bibliographie

Arnaut, Alberto (1996), *Historia de una profesión. Los maestros de educación primaria en México, 1887-1994*, México, SEP-Biblioteca Normalista.

----- (1992), *La evolución de los grupos hegemónicos del SNTE*, México, CIDE, 1992.

Ávila Carrillo, Enrique et Humberto Martínez Brizuela (1990), *Historia del movimiento magisterial. 1910-1989: democracia y salario*, México, Ediciones Quinto Sol.

Cano, Arturo et Alberto Aguirre (2011), *Doña Perpetua. El poder y la opulencia de Elba Esther Gordillo*, México, Grijalbo.

García, Carlos (1993), "El sindicalismo mexicano frente al modelo neoliberal" en Hom-Detley y Manfred Wannoffel [coords], *Modelo neoliberal y sindicatos en América Latina*, México, Fundación Friedrich Ebert.

González Villarreal, Roberto (2009), "La irrupción. Condiciones de emergencia del Movimiento Magisterial de Bases", en *El Cotidiano*, México, Universidad Autónoma Metropolitana-Azcapotzalco, Marzo-Abril, Año 24, pp. 75-84.

Hernández Navarro, Luis (2011), *Cero en conducta. Crónicas del movimiento magisterial*, México, Izquierda Social.

----- (1997), "SNTE: la transición difícil" en Sergio Zermeño [coord.] *Movimientos sociales e identidades colectivas*, México, Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Ciencias y Humanidades/UNAM-La Jornada Ediciones, 235-280pp

Leyva Piña, Marco Antonio (2006), "Partido Nueva Alianza. La metamorfosis del SNTE en partido" en *El Cotidiano*, México, UAM-Azcapotzalco, Enero-Febrero año/vol. 21, número 141, 54-64 pp.

Loyo Brambila, Aurora (1997), "Las ironías de la modernización: el caso del SNTE" en *Los actores sociales y la educación: los sentidos del cambio (1988-1994)*, México, UNAM-Plaza y Valdés.

----- (1997), "Sindicalismo y educación en México: las voces de los líderes" en *Revista Mexicana de Sociología*, México, Vol. LIX, Núm. 3.

Peláez, Gerardo (2011) "La huelga magisterial de Chiapas y la fundación de la CNTE" en *Rebanadas de Realidad*, Buenos Aires, Argentina. Disponible en: <http://www.rebanadasderealidad.com.ar/notas-ramos.htm>

------(1999) *Diez años de luchas magisteriales 1979-1989*, México, STUNAM.

------(1984), *Historia del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación*, México, ECP.

Street, Susan (2000), “Trabajo docente y poder de base en el sindicalismo democrático en México” en Gentili et Frigotto, *La ciudadanía negada. Políticas de exclusión en la educación y en el trabajo*, CLACSO, Argentina.

Vázquez, Silvia Andrea (2008), “Las identidades laborales de los docentes y las acciones político-sindicales” en *VII Seminario REDESTRADO- Nuevas regulaciones en América Latina*, Buenos Aires, Argentina. Disponible en PDF en:

http://www.fae.ufmg.br/estrado/cdrom_seminario_2008/textos/ponencias/Ponencia%20Silvia%20Vazquez.pdf

Sigles

ACM

Association Citoyenne des Enseignants - Asociación Ciudadana Magisterial

ACNR

Association Civique Nationale Révolutionnaire - Asociación Cívica Nacional Revolucionaria

APN

Groupement Politique National - Agrupación Política Nacional

CNC

Confédération Nationale Paysanne - Confederación Nacional Campesina

CNOP

Confédération Nationale des Organisations Populaires - Confederación Nacional de Organizaciones Populares

CNTE

Coordination Nationale des Travailleurs de l'Éducation - Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación

CROM

Confédération Régionale Ouvrière - Confederación Regional Obrera

CTM

Confédération des Travailleurs de Mexico - Confederación de Trabajadores de México

FRMM

Front Révolutionnaire des Maîtres d'école de Mexico - Frente Revolucionario de Maestros de México

FOVISSSTE

Fond de Logement de l'Institut de la Sécurité et Services Sociaux des Travailleurs de l'Etat - Fondo de Vivienda del Instituto de Seguridad y Servicios Sociales de los Trabajadores del Estado

IFE

Institut Fédéral Electoral - Instituto Federal Electoral

ISSSTE

Institut de la Sécurité et Services Sociaux des Travailleurs de l'Etat - Instituto de Seguridad y Servicios Sociales de los Trabajadores del Estado

LMN

Ligue Nationale des Maîtres d'école - Liga Nacional de Maestros

LPDF

Ligue des Professeurs du District Fédéral - Liga de Profesores del Distrito Federal

OCE

Observatoire Citoyen de l'Education - Observatorio Ciudadano de la Educación

PAN

Parti Action Nationale - Partido Acción Nacional

PRD

Parti de la Révolution Démocratique - Partido de la Revolución Democrática

PRI

Parti Révolutionnaire Institutionnel - Partido Revolucionario Institucional

PRT

Parti Révolutionnaire des Travailleurs - Partido Revolucionario de los Trabajadores

SNATE

Syndicat National Autonome des Travailleurs de l'Education - Sindicato Nacional Autónomo de Trabajadores de la Educación

SNTE

Syndicat National des Travailleurs de l'Education Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación